

REPUBLIQUE FRANCAISE  
PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

A R R E T E

portant inscription de l'ancienne église Saint Vincent à MERIGNAC (Gironde), en totalité, sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION AQUITAINE  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE.

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n°61.428 du 18 avril 1961;

VU le décret n°82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région;

VU le décret n°84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques;

VU le décret n°84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique;

la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Aquitaine entendue, en sa séance du 21 novembre 1986,

VU les autres pièces produites et jointes au dossier;

CONSIDERANT que l'ancienne église Saint Vincent présente un intérêt d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la qualité de son architecture, de son décor et de la rareté des édifices anciens dans la proche banlieue bordelaise,

A R R E T E

ARTICLE 1er - Est inscrite en totalité (façades, toitures et intérieur) sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques l'ancienne église Saint Vincent située rue de la vieille église à MERIGNAC (Gironde) sur la parcelle n°21 d'une contenance de 19 ares 80 centiares figurant au cadastre, section BV, et appartenant à la commune.

.../...

ARTICLE 2 - Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département.

ARTICLE 3 - Il sera notifié au commissaire de la République du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le **12 JUIL. 1987**

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE REGION.

**Thierry KAEPPELIN**



Le Chef de Bureau délégué,

G. DELFAU